

portrait

Christophe Castaner, ministre de l'intérieur très attendu

— Macroniste de la première heure venu de la gauche, le délégué général de La République en marche est promu ministre de l'intérieur.

Il en rêvait depuis toujours. Christophe Castaner accède mardi 16 octobre au poste de ministre de l'intérieur, en remplacement de Gérard Collomb. À 52 ans, cette nomination ressemble à une consécration pour ce macroniste de la première heure qui a su se rendre indispensable auprès du chef de l'État, à la fois au sein du gouvernement et à la présidence de La République en marche, qu'il va quitter dans les prochains jours.

Nommé à des portefeuilles clés après l'élection d'Emmanuel Macron en mai 2017, sous la double casquette de secrétaire d'État aux relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner avait dû céder cette deuxième fonction au bout de six mois, après son élection à la tête des « marcheurs », dont il est très apprécié.

C'est donc un homme de confiance qu'Emmanuel Macron place à « Beauvau ». Ce ministère régalién est un poste sensible,



Venu du PS, Christophe Castaner a été durant seize ans maire de Forcalquier, dans les Alpes-de-Haute-Provence. *Éric Feferberg/AFP*

tenu par un « politique » plutôt qu'un « technicien », avec des enjeux de sécurité, de police et de renseignement prioritaires dans une époque marquée par le terrorisme. C'est aussi un poste stratégique car il a la haute main sur la carte électorale.

Et le gouvernement devra d'ici peu entreprendre de la redécouper, après la révision constitutionnelle prévoyant de réduire le

nombre de députés et sénateurs. Récompensé de sa loyauté, Christophe Castaner n'a cependant pas rang de ministre d'État, comme son prédécesseur qui était numéro deux du gouvernement. Il occupe même la onzième place dans l'ordre protocolaire. Peut-être une concession faite au premier ministre qui avait suggéré d'autres noms pour succéder à Gérard Collomb ?

Le nouveau ministre n'est pas non plus un spécialiste des questions de sécurité. C'est sans doute la raison pour laquelle il est épaulé par un secrétaire d'État, Laurent Nunez, patron de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) depuis juin 2017 et spécialiste de l'antiterrorisme. Ensemble, ils constituent un binôme sur le modèle du tandem entre Charles Pasqua et Robert Pandraud, ancien directeur de la police nationale, durant la cohabitation de 1986 à 1988.

Même s'il est parfois un peu gaffeur, Christophe Castaner est un homme qui apprend vite. Son passage de l'ombre à la lumière en moins de deux ans le démontre. Venu du PS où il était entré en 1986, fortement marqué par la personnalité de Michel Rocard, l'ancien député des Alpes-de-Haute-Provence est littéralement tombé sous le charme d'Emmanuel Macron quand, en 2015, le jeune ministre de l'économie de François Hollande défendait, en bras de chemise, sa loi pour la croissance au Parlement. « *J'assume un côté midinette, Emmanuel a une capacité de séduction qui crée ces fidélités-là* », confiait-il fin 2016.

Chaleureux, énergique, à la fois dilettante et bosseur, « Casta »

« *J'assume un côté midinette, Emmanuel a une capacité de séduction qui crée ces fidélités-là.* »

revendique un tempérament d'homme normal qui s'est fait seul et n'a peur de rien. À 16 ans, ce fils de fusilier marin, avec lequel les relations étaient difficiles, a plaqué le domicile familial et le lycée, avant de passer le bac en candidat libre à 20 ans. Dans l'intervalle, il n'a même vécu que du jeu, enchaînant les parties de moune, le poker de Manosque, base arrière du milieu marseillais.

Son amour pour la Provence et son aptitude au contact font de lui l'un des rares hommes du président qui possèdent un ancrage local de longue date. Durant seize ans maire de Forcalquier, il avait défendu les couleurs socialistes aux élections régionales de 2015, avant de se retirer au soir du premier tour en faveur de Christian Estrosi (LR) pour faire barrage à la FN Marion Maréchal-Le Pen, arrivée en tête. Un traumatisme qui a accéléré son divorce avec le PS et l'a poussé à se rapprocher d'Emmanuel Macron.

Corinne Laurent

Quatre Français sur dix font du bénévolat

— À l'occasion de la 13^e édition du Forum des associations, le 17 octobre, *La Croix* publie en avant-première une enquête sur le bénévolat.

— 43 % des Français de 18 ans et plus déclarent au moins une participation bénévole au cours de l'année écoulée.

Il y a Philippe et Hélène qui, chaque été, donnent un coup de main pour la Foire aux tomates farcies de leur village, à Rilly-sur-Loire, dans le Loir-et-Cher. Ou Bassidi qui, pratiquement chaque soir depuis deux ans, apporte en voiture des centaines de repas aux migrants du nord de Paris. Comme Philippe, Hélène et Bassidi, plus de quatre Français sur dix font du bénévolat, révèle une grande enquête réalisée en 2017 (1) par l'institut de sondage CSA pour le Centre de

recherches sur les associations, que *La Croix* dévoile en avant-première à l'occasion du Forum des associations.

Plus exactement, 43 % des personnes interrogées déclarent avoir eu, au cours des douze derniers mois, au moins une participation bénévole, ce qui, rapporté à la population de 18 ans et plus, « représenterait un peu moins de 22 millions de personnes », note le document. En mettant bout à bout les heures consacrées par chacun, on atteint même une fourchette comprise entre 1,320 million et 1,460 million d'équivalents temps plein.

C'est nettement plus que les précédentes enquêtes qui, comme celle de l'Insee en 2002, donnaient un taux de participation bénévole de 28 %, ou même celle de la Drees-BVA, qui, en 2010, indiquait 32 %. « *Il faut être prudent car les études ne sont pas rigoureusement comparables mais, depuis les années 1990, tous les travaux*

« *La propension à devenir bénévole est nettement plus forte chez ceux qui, quand ils étaient adolescents, avaient au moins un parent bénévole.* »

convergent pour dire que le bénévolat progresse », explique Lionel Prouteau, chercheur au Laboratoire d'économie et de management de Nantes, qui a conçu l'enquête. De plus, analyse-t-il, « *cette augmentation est due en grande partie au bénévolat d'action sociale et caritative, qui a progressé depuis 2002. On peut supposer que les besoins associatifs se sont accrues depuis la crise.* »

Toutefois, le fait que le bénévolat soit devenu une activité courante en France « *ne doit pas masquer la très grande diversité des bénévoles* », reprend Lionel Prouteau. Dans le détail, 90 % d'entre

eux exercent leur activité dans une association, qu'ils en soient adhérents ou non, et seulement un sur dix dans un cadre non associatif. Le domaine de la défense des droits est celui qui arrive en tête, puisqu'il rassemble 23,2 % des participations bénévoles, devant les activités sociales, caritatives ou humanitaires (20,2 %), puis les loisirs (17,2 %), quasi à égalité avec le sport (7 %) puis la culture (11,9 %). Il est à noter que les activités dites récréatives (loisirs, culture, sport) rassemblent près d'une participation bénévole sur deux.

Mais l'investissement est très variable. Si 52 % des participations bénévoles sont occasionnelles, 27 % ont, à l'inverse, plus de dix ans d'ancienneté. Mais le gros du travail bénévole repose toujours sur quelques-uns. « *On entend beaucoup que le bénévolat "post-it", à forte rotation, se développe, mais au total, c'est toujours un tiers des contributeurs qui as-*

sure 80 % des heures bénévoles », résume Lionel Prouteau.

Le profil du bénévole diffère aussi beaucoup d'un domaine d'activité à l'autre. Plus masculin dans le sport et les loisirs, plus féminin dans l'action sociale et caritative. Plus jeune dans le sport, plus senior dans le caritatif et la défense des droits.

« *En revanche, il y a quelques constantes, quels que soient les domaines d'activité*, reprend Lionel Prouteau. *Ainsi, plus on est diplômé, plus la participation au bénévolat augmente, sauf dans les loisirs où c'est l'inverse. Et la propension à devenir bénévole est aussi nettement plus forte chez ceux qui, quand ils étaient adolescents, avaient au moins un parent bénévole.* »

Nathalie Birchem

(1) Réalisée en juin 2017 par entretien en face-à-face auprès de 5 039 individus, selon un échantillon réalisé avec la méthode des quotas.